Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de l'environnement

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

cerfa
N° 14734*03

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :	Dossier complet le :	N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Projet de démolition d'un bâtiment et construction d'un immeuble commerciale avec deux espaces de vente (produits frais et une boulangerie) dont un parking sur la commune de BESANCON (25).

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale : GFDI 134

Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale : GUINET Olivier Gérant

RCS / SIRET : 8 2 1 3 1 2 9 1 5 0 0 0 1 9

Forme juridique : Société civile

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie *(Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)*
41°a 39°	Le projet consiste en la démolition du bâtiment existant et la création d'un immeuble commercial composé de deux espaces de vente. La zone de stationnement associée aura une capacité de 153 stationnements. Construction d'une surface plancher de 2 044 m² sur un terrain d'assiette de 30 533 m².

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

La société GFDI souhaite construire un immeuble commercial composé d'un magasin de produit frais et une boulangerie (Annexe 7), en lieu et place d'une jardinerie d'une surface plancher de 4 398 m² (Annexe 8) dont la totalité des bâtiments sera démolie.

Lors de la phase travaux, les déchets issus du BTP seront évacués et traités dans des filières adaptées.
La zone attenante attribuée au stationnement se verra réaménagée et réduite (Annexe 7) par rapport à l'actuel (Annexe 8) ayant une capacité de 193 places.

Pour finaliser le projet, un aménagement paysagé de l'ensemble du site sera réalisé.
Aucune des zones aujourd'hui dédiée à un espace végétalisé ne sera touchée dans le cadre du projet (évitement total des zones concernées par la ZNIEFF de type 1 - Colline de Planoise (430007790) (cf. Annexe 9).

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

4.2 Objectifs du projet

L'objectif premier de ce projet est de convertir le site : passer d'une zone commerciale spécialisée dans la vente de plantes, animaux, décorations et outillages à une zone commerciale, spécialement dédiée à la vente de produits alimentaires et produits frais : fruits et légumes, poissonnerie, boucherie, fromagerie, condiments et une boulangerie.

Le réaménagement du parking va permettre de rationaliser le nombre de places par rapport à la surface de vente construite. De la même manière, il va permettre de répondre à certaines attentes du publics en attribuant des places pour les personnes en situation de handicap ou pour les personnes équipées d'un véhicule à deux-roues. Des aménagements piétonniers seront réalisés depuis le rond-point pour permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite.

D'autre part, la modification de l'occupation des sols, de par la diminution des surfaces bâties, ainsi que la diminution de la superficie du parking va permettre la création d'espaces verts. Les aménagements paysagers prévus vont permettre de rationaliser l'intégration du bâtiment dans le paysage dans le respect des prescriptions liées à l'urbanisme.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Les travaux consisteront en la démolition d'un bâti existant ainsi qu'en la construction d'un nouvel ensemble bâti. La phase de chantier aura une durée approximative de 12 mois et devrait mobiliser une cinquantaine de personnes.
Une base de vie sera implantée sur le parking et sera directement raccordés aux différents réseaux (eau potable, assainissement,...) déjà existants sur le site. L'aménagement du terrain reprendra les mêmes dispositions existantes :
Le bâtiment se développera sur la partie Nord Est du terrain,
le parking réaménagé sera positionné en lieu et place du parking existant,
l'entrée du site par le rond-point situé rue Blaise Pascal ne sera pas modifié,
un accès piétonnier aux personnes à mobilité réduite sera créé depuis le rond-point jusqu'à l'entrée du magasin,
les espaces libres seront enherbés et agrémentés d'arbres de haute tige et d'arbustes entre autres dans le respect des prescriptions liées à l'urbanisme sur ce sujet.
Le site est d'ores et déjà pourvu des raccordements ad hoc aux réseaux publics (électricité, eau potable, eaux usées, ...). Les déchets du BTP seront envoyés dans les filières adaptées. Le chantier ne générera pas de fumées de nature à générer des pollutions. Tout brûlage sur le chantier sera interdit. Les engins de chantier respecteront les normes en vigueur (en terme de limitation des bruits par exemple et seront équipés de pot d'échappement catalytique et/ou de filtre à suie afin de limiter des rejets atmosphériques). Les produits potentiellement à risque de déversement seront placés sur rétention correctement dimensionnée. Des mesures spécifiques seront prises pour éviter que les véhicules et engins quittant le chantier ne salissent les voiries environnantes (par exemple : lavages de roues, nettoyage des toupies à béton avant départ du site...).
Il sera privilégié autant que possible des entreprises locales respectueuses de l'environnement (ISO 14001 par exemple).

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

En phase d'exploitation, deux commerces avec parking prendront possession des lieux.
Les denrées alimentaires seront reçues par voies routières, stockées dans des locaux à température contrôlée et seront directement proposées à la clientèle.
L'immeuble commercial comprendra des éléments nécessaire au chauffage des surfaces et à leur climatisation.
Il est à noter que les installations potentiellement concernées par des rubriques de la nomenclature ICPE (installation de combustion - 2910, installation de production de froid - 1185, préparation de produit alimentaire d'origine végétale - 2220, charge d'accumulateur - 2925 et toute autre rubrique 1XXX/4XXX pouvant concerner des produits de maintenance, d'entretien, de lavage des sols...) seront toutes en "quantité/volume/seuil d'activité" inférieure au seuil de déclaration de chacune des rubriques. Au regard de la nomenclature IOTA, aucun seuil déclaratif ne sera dépassé (par exemple rubrique 2.1.5.0, aucune nouvelle surface imperméabilisée à créer en supplémentaire dans le cadre du projet)
Le projet sera globalement émetteur de rejets atmosphériques limités (installation de chauffage seulement pour les locaux sociaux et les vestiaires) et de rejets aqueux limités en cohérence avec une activité commerciale (eaux usées d'origine sanitaire raccordées au réseau public, eaux pluviales gérées à la parcelle, ...). On notera des émissions acoustiques similaires à l'état actuel (bruit de type urbain correspond à la zone).

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?
La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

permis de construire (PC)

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Superficie de la surface cadastrale (terrain d'assiette)	30 533 m²
Surface plancher de démolition	4 398 m²
Surface plancher de construction	2 044 m²

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

20 RUE BLAISE PASCAL 25000 BESANCON; BESANCON

Coordonnées géographiques[1] **Long.** 0 5 ° 5 8 ' 5 9 " E **Lat.** 4 7 ° 1 3 ' 0 1 " N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), b) 9°a),b),c),d), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ : **Long.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _ **Lat.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _

Point d'arrivée : **Long.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _ **Lat.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ? **Oui** ☒ **Non** ☐

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ? **Oui** ☒ **Non** ☐

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

Permis de construire (PC) initial n°25056 00B0207 obtenu le 17 novembre 2000 et le PC modificatif est obtenu le 19 juin 2001.

1 Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.
Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	☒	☐	La ZNIEFF de type 1 - Colline de Planoise (430007790) se situe au Sud-Est du site. Cette ZNIEFF ne sera en aucun cas impactée (conservation des espaces verts qui se situent au Sud du site), en effet, la partie travaux se concentrera au centre et au Nord de ce même site. Cette zone est localisée sur la carte en annexe 9.
En zone de montagne ?	☐	☒	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	☐	☒	Aucun arrêté de protection du biotope n'est recensé dans un rayon de 3 km autour du site.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	☐	☒	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	☐	☒	Aucune de ces zones naturelles n'est recensée dans un rayon de 3 km autour du site.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	☒	☐	D'après le PPBE de l'État (approuvé par arrêté préfectoral le 24 juillet 2019), la section de la RN57 qui passe aux abords du projet a été déclassée au profit du Conseil Départemental et de la commune de Besançon (PPBE Collectivités en cours d'élaboration).
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	☐	☒	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☐	☒	

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☒	☐	La commune de Besançon n'est pas concernée par un PPRT, mais par un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) du Doubs central. D'après les données du PPRI, le projet n'est pas concerné par le risque d'inondation. Ce PPRI a été approuvé par l'arrêté préfectoral n°1225 daté du 28 mars 2008 et révisé par l'arrêté 25-2017-03-09-014 du 9 mars 2017.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	☐	☒	Le site est situé sur ou à proximité d'un ancien dépôt de ferrailles (BASIAS - FRC2505400) destiné au démantèlement d'épaves et à la récupération de matières métalliques recyclables et d'une ancienne décharge (BASIAS - FRC2507410) qui permettait la collecte et le stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères. Aucun site BASOL n'est recensé.
Dans une zone de répartition des eaux ?	☐	☒	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	☐	☒	Le périmètre de protection le plus proche du site se situe à environ 3,8 km au Nord-est.
Dans un site inscrit ?	☐	☒	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	**Oui**	**Non**	**Lequel et à quelle distance ?**
D'un site Natura 2000 ?	☐	☒	Aucun site NATURA 2000 n'est recensé dans un rayon de 3 km autour du site.
D'un site classé ?	☐	☒	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?
Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? *Appréciez sommairement l'impact potentiel*
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	☒	☐	Le projet sera alimenté en eau via les mêmes sources d'approvisionnement qu'actuellement, à savoir depuis le réseau communale de Besançon.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☒	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	☒	☐	Les matériaux issus de la démolition du bâtiment seront traités dans des filières adaptées.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☐	☒	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☐	☒	Le projet se localise sur une zone déjà anthropisée/viabilisée. Aucun espace végétalisé ne sera détruit.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	☐	☒	

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	☐	☒	La ZNIEFF est caractéristique de part la répartition des espèces faune et flore et de la répartition des habitats au sein de ce boisement. Néanmoins, le projet n'impactera pas cette zone, car les travaux effectués ne couvriront pas une surface occupée par cette ZNIEFF.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	☐	☒	Le site est situé dans une zone d'aménagement concerté (ZAC) et n'engendre pas de consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☐	☒	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☐	☒	La commune est concernée par le PPRI du Doubs central mais d'après ce PPRI, le projet n'est pas concerné par le risque d'inondation.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐ ☐	☒ ☒	Les rejets du site seront en aucun cas en contact avec la population pouvant être présente sur le site. Les eaux usées sont collectées et raccordées à la station d'épuration de Port Douvot. Aucun rejet atmosphérique notable n'est attendu (rejet limité à de petites installations dont les émissions seront faibles).
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	☒	☐	Le fonctionnement du site engendrera du trafic routier comme aujourd'hui (véhicules légers, poids lourds, ... pour la clientèle comme les différents professionnels qui interviendront tels que les livreurs, les collecteurs de déchets, ...). Or, la précédente utilisation du site était déjà à vocation commerciale : l'exploitation du site n'engendrera pas de modification significative de la typologie du trafic.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	☒ ☒	☐ ☐	Les émissions sonores seront liées à l'activité normale du site comme le trafic routier, les installations nécessaires au maintien de conditions thermiques adéquates aux magasins (climatisation, ventilation, chauffage...), ... Le site est concerné par des nuisances sonores du fait de la présence d'une route (N57) au Nord de ce dernier, concernée par un classement sonore d'infrastructure de transport terrestre (route non concédée de Chevroz à Saône).

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐ ☐	☒ ☒	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	☐ ☐	☒ ☒	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☒ ☒	☐ ☐	Les émissions lumineuses sont limitées à l'éclairage de la zone de stationnement, l'éclairage des magasins et les enseignes lumineuses commerciales. Le site sera concerné par des émissions lumineuses de la commune de BESANÇON.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	☒	☐	Les émissions atmosphériques seront limitées et liées à la circulation des véhicules sur le site ainsi qu'au fonctionnement des installations nécessaires au maintien de conditions thermiques adéquates aux magasins (climatisation, ventilation, chauffage...)
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	☒	☐	Les eaux de ruissellement des voiries et du parking seront infiltrées à la parcelle après un passage dans un séparateur d'hydrocarbures. Les eaux de toiture (non susceptibles d'être polluées) seront rejetées directement vers le fossé prévu à cet effet en limite Est du terrain pour infiltration. Les eaux usées d'origine sanitaires seront collectées et acheminées jusqu'à la station d'épuration de Port Douvot.
	Engendre-t-il des effluents ?	☒	☐	Les eaux usées sanitaires sont collectées par le réseau public et sont acheminées jusqu'à la station d'épuration de Port Douvot.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☒	☐	Les déchets produits par le site seront : - des déchets non dangereux (emballages de type papier, carton, verre, biodéchets,...), - des déchets dangereux (piles, néons, cartouches d'encres, ...), - des déchets inertes (béton, terres...). Tous les déchets seront envoyés vers des filières adaptées.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☐	☒	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	☐	☒	

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ **Non** ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ **Non** ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Les émissions acoustiques, aqueuses ou encore atmosphériques seront limitées. Le trafic sera de même typologie qu'actuellement. Les déchets produits seront aussi du même type qu'actuellement. L'occupation du sol sera identique (commerce ouvert au public). En exploitation, plusieurs mesures seront en place : présence d'un séparateur d'hydrocarbures sur les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, séparation des réseaux d'eaux, gestion des eaux pluviales à la parcelle (retour au milieu), envoi des eaux usées à la STEP... les points d'alimentation en eau du site seront équipés de disconnecteur (évite le retour au réseau et sa pollution potentielle), de compteur (permet le suivi des consommations) et de réducteur (limiter la consommation). L'éclairage mis en place à l'intérieur du bâtiment sera constitué principalement d'éléments basse consommation avec lorsque possible détecteur de présence,
l'éclairage extérieur sera réduit en période de nuit, dirigé vers le sol et anti-réfléchissant. Pour la phase chantier, on se référera aux éléments indiqués en page 2 sur 11 du présent CERFA (point 4.3.2.).

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

L'objectif du projet composé d'un immeuble commercial et d'un parking est à visée commerciale. La précédente utilisation du site était aussi à visée commerciale. Ainsi, l'activité passée et future du site étant équivalente, aucune modification significative ne sera apportée sur l'environnement.

Bien que le projet se situe à proximité direct d'une ZNIEFF, les phases de travaux et d'exploitation n'engendreront pas d'effet sur celle-ci du fait que les travaux n'impactent pas cette zone, et que l'exploitation du site reste équivalente à celle déjà observée par le passé.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire que le projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié** ;	☒
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	☒
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	☒
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories *5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement* un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	☒
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux *5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :* plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	☒
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	☒

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☒

Fait à		le,	
Signature	Télédéclaré le 07/10/2020		